



NEWSLETTER Août 2025

Droit des Assurances - Compliance assurance et transport

Jurisprudence en Droit des Assurances

- **Déclaration de risques.** L'article L 113-9 du code des assurances est d'ordre public et ne peut être complété par des sanctions contractuelles consistant à suspendre des garanties. **(TJ de Créteil 5eme Civ. 7 mars 2025 RG n°22/02576)**
- **Perte de chance.** Le juge ne peut refuser d'indemniser une perte de chance de ne pas subir un dommage, dont il constate l'existence, en se fondant sur le fait que seule une réparation intégrale de ce dommage lui a été demandée. Encourt la cassation l'arrêt qui, pour rejeter la demande indemnitaire de la société, relève que le préjudice qui résulte du manquement de l'avocat se limite à la perte de chance de ne pas avoir eu la possibilité de faire un choix éclairé sur la levée ou non de la clause de non-concurrence et que la société ne demande pas la réparation d'un tel préjudice. **(Cass.Ass. Plen. 27 juin 2025 , 22-21.812)**
- **Abus de confiance.** Des informations transmises dans le cadre d'un audit de pré-acquisition (« due diligence ») peuvent constituer un bien immatériel susceptible de détournement et donc d'un abus de confiance au sens de l'article 314-1 du code pénal. **(Cass.crim. 25 juin 2025 n°21-83.384)**
- **Enquête interne - Harcèlement :** En cas de licenciement d'un salarié en raison de la commission de faits de harcèlement sexuel ou moral ou d'agissements sexistes ou à connotation sexuelle, il appartient aux juges du fond d'apprécier la valeur probante d'une enquête interne produite par l'employeur sur lequel repose la charge de la preuve, en l'espèce l'enquête interne est jugée insuffisamment probante et le pourvoi de l'employeur personne morale est rejeté. **Le dirigeant de la société n'est pas mis en cause. (Cass. Soc. 18 juin 2025 n°23-19.022)**
- **Licenciement et Harcèlement moral :** aucun salarié ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation de ses conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel. L'employeur, tenu d'une obligation de sécurité envers les salariés, doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs et faire cesser les risques liés au harcèlement moral. La persistance d'un management inadapté d'un salarié, dénoncée par deux salariées, les syndicats et le médecin du travail, constitue une faute grave et une cause réelle et sérieuse justifiant le licenciement.(Art. L. 1234-1, L. 1234-5, L. 1234-9, L. 1152-1, L. 1152-4 et L. 4122-1 du code du travail) **(Cass. Soc. 6 mai 2025 n°23-14.492)**
- **Responsabilité des dirigeants - Licenciement illicite d'un salarié protégé.** La faute résulte de la dissimulation ou de l'omission par M. [R] [D], agissant en sa qualité personnelle mais aussi en qualité de dirigeant de la Holding, de l'existence d'un salarié protégé dans le cadre d'une cession de société. Les actions personnelles ou mobilières se prescrivent par cinq ans à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer. Le délai de prescription de l'action en responsabilité civile court à compter du jour où celui qui se prétend victime, a connu, ou aurait dû connaître, le dommage, le fait générateur de responsabilité et son auteur ainsi que le lien de causalité entre le dommage et le fait générateur. **(CA de Bourges, 1re chambre, 2 mai 2025, n° 24/00734)**



Nouveau ! Compliance et Transport

TRANSPORT - modifications réglementaires de l'OMI (Organisation Maritime Internationale) :



Sécurité des gens de mer : l'OMI adopte des lignes directrices visant à protéger les droits des marins et à garantir qu'ils soient traités avec équité et dignité dans toutes les juridictions. Elles couvrent les questions liées à la régularité de la procédure, à la protection contre la détention arbitraire, la coercition ou l'intimidation, et garantissent que les salaires, les soins médicaux et les droits de rapatriement restent intacts pendant toute la durée de la procédure judiciaire. Elles visent à améliorer la coordination entre les États du port, les États du pavillon, les États côtiers, les États dont le marin est ressortissant, ainsi que les armateurs et les marins.



Convention SOLAS : La convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer telle que modifiée, traite de divers aspects de la sécurité maritime, et contient au chapitre VI les dispositions obligatoires régissant le transport des cargaisons solides en vrac. Le comité sur la sécurité maritime de l'OMI a adopté des amendements au code maritime international des cargaisons solides en vrac (**IMSBC**), dont la date d'entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 2027, avec une application volontaire à partir du 1er janvier 2026. (révision de 11 listes de cargaisons existantes, ajout de 11 nouvelles listes couvrant les cargaisons en vrac dangereuses et non dangereuses.)



Pollution : Convention sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses (**Convention HNS**). Le protocole de 2010 à la convention HNS compte huit États contractants, dont cinq ont une jauge brute supérieure à 2 millions d'unités chacun. Quatre ratifications supplémentaires avec les cargaisons contributives requises sont attendues pour satisfaire aux exigences d'entrée en vigueur.



Navires inférieurs aux normes : cadrage réglementaire en cours compte tenu de l'augmentation signalée des opérations illégales qui faussent les règles du jeu au niveau mondial et augmentent les risques pour la sécurité, la sûreté et l'environnement.



Gestion du risque cyber maritime - projet de création d'une nouvelle réglementation



Convention SOLAS (sécurité maritime) : amendements au chapitre II-1 de la convention SOLAS visant à clarifier l'application du code international de sécurité pour les navires utilisant des gaz ou d'autres combustibles à point d'éclair bas (code IGF). Nouvelle définition du terme « combustible gazeux », traitement des combustibles gazeux de manière indépendante.



Code pour les navires de surface autonomes (MASS) : L'innovation technologique dans le secteur maritime se traduit par des développements rapides qui aboutiront à l'utilisation commerciale de navires autonomes contrôlés à distance ou entièrement autonomes. L'OMI prépare un nouveau code à portée non obligatoire pour 2026, puis obligatoire pour 2030, visant à garantir la sécurité de la vie en mer, des marchandises à bord et du navire.



Compliance et assurance

LCB-FT - CJUE Case C-291/24 : demande de décision préjudicielle d'une banque autrichienne sur l'application de la 4eme directive 2015/849 sur la LCB-FT. Les dispositions combinées de l'article 60, paragraphes 5 et 6, de l'article 58, paragraphes 1 à 3, et de l'article 59, paragraphe 1, de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil, du 20 mai 2015, relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du BC-FT, ne s'opposent pas à une législation nationale qui exige, pour sanctionner une personne morale, que la qualité de personne poursuivie soit auparavant reconnue à un représentant légal de la personne morale ou à une autre personne physique ayant agi pour la personne morale, **et imposent de constater, dans le dispositif de la décision de sanction adoptée à l'encontre de la personne morale, que la personne physique (ou le représentant de la personne morale), qui doit y être nommément désignée, a commis un acte constitutif d'une infraction, illégal et fautif, pour ensuite imputer ce comportement à la personne morale.**

En France des sanctions peuvent être prises par la Commission des sanctions de l'AMF contre les dirigeants.

Compliance et assurance

Anti-corruption : l'AFA et l'AMF publient le 9 juillet 2025 un appel à la vigilance, soulignant l'importance de leur coopération pour faire face à l'émergence de réseaux d'initiés liés à la criminalité organisée. Ces réseaux tentent de corrompre des personnes disposant d'informations privilégiées afin de réaliser des opérations illégales sur les marchés financiers, menaçant l'intégrité du système financier et la confiance des opérateurs économiques. Il est recommandé aux entreprises, notamment celles soumises à la loi Sapin II, de veiller à ce que leur dispositif anticorruption leur permette de prévenir et détecter de telles pratiques. L'AFA et l'AMF appellent les entreprises concernées à renforcer leur dispositif de prévention :

Intégration du risque de corruption privée dans la cartographie des risques

Identification des personnes exposées aux informations sensibles

Formations et actions de sensibilisation ciblées

Mise en place d'une politique claire sur les cadeaux et invitations

Renforcement des dispositifs d'alerte interne





Compliance et assurance



TAXONOMIE VERTE :

Le 4 juillet 2025, la Commission européenne a adopté par acte délégué un ensemble de mesures visant à simplifier l’application de la taxonomie environnementale européenne dans le cadre du premier package « Omnibus ». Les sociétés financières et non financières sont exemptées de l'évaluation de l'éligibilité à la taxonomie et de l'alignement pour les activités économiques non financièrement significatives pour leur entreprise.

- Pour les sociétés non-financières, ces mesures portent sur :
 - l'introduction d'un seuil de matérialité ;
 - la simplification du DNSH Pollution ;
 - de nouveaux modèles de templates.
- Pour le secteur financier (banque assurance) :
 - le périmètre des expositions, la flexibilité de publication et les modalités de report de certains ICP à 2028 sont modifiées.
 - les indicateurs clés de performance tels que le ratio d'actifs verts (GAR) sont simplifiés, il est possible de ne pas communiquer les indicateurs clés de performance détaillés de la taxonomie pendant deux ans. Les modèles de rapport de la taxonomie sont rationalisés en réduisant le nombre de points de données rapportés de 89 % pour les sociétés financières.
 - les critères d'absence de dommages significatifs pour la prévention et le contrôle de la pollution liés à l'utilisation et à la présence de produits chimiques sont simplifiés.

Entrée en vigueur janvier 2026.



SANCTIONS UE - Russie - 18eme Paquet :

- **55** nouvelles inscriptions sur la liste (4 individus et 41 entités) dont une personne responsable de la manipulation du patrimoine culturel ukrainien,
- **500** navires supplémentaires - interdiction d'accès aux ports et interdiction relative à la fourniture de services liés au transport maritime. Cette mesure cible des pétroliers de pays tiers qui font partie de la flotte fantôme russe.
- **sanctions complètes** (gel des avoirs, interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE, interdiction de fournir des ressources) ciblant des entreprises gérant des navires de la flotte fantôme, des négociants de pétrole brut russe, une entité du secteur du GNL russe et une raffinerie en Inde dont Rosneft est l'actionnaire principal. ⚠ le capitaine d'un navire de la flotte fantôme, ainsi qu'un opérateur privé d'un registre international du pavillon sont listés SDN.
- interdiction d'importation des **produits pétroliers** raffinés fabriqués à partir de pétrole brut russe provenant de pays tiers – à l'exception du Canada, de la Norvège, de la Suisse, du UK et des USA.
- interdiction des transactions liées aux gazoducs **Nord Stream 1 et 2**, y compris pour la fourniture de biens ou de services relatifs (entretien, exploitation, utilisation future des gazoducs)
- ⚠ fin de l'exemption des importations de pétrole en provenance de Russie vers la Tchéquie
- interdiction de vendre, fournir, transférer et exporter des systèmes de gestion de logiciels et des logiciels utilisés dans le secteur bancaire et financier
- sanctions de fournisseurs du complexe militaro-industriel russe en **Chine et Biélorussie**
- **26** nouvelles entités non russes font l'objet de restrictions plus strictes à l'exportation des biens et technologies à double usage (7 en Chine et à Hong Kong, 4 en Turquie)
- nouveaux biens faisant l'objet de restrictions (machines à commande numérique par ordinateur et composants chimiques des propergols). Interdiction de transit via la Russie et la Biélorussie étendue pour certains **biens critiques en construction et transport** (ex : camion grues, remorques, tracteurs, pneus..)
- mesures visant à protéger les États membres contre les procédures d'arbitrage illégitimes lancées par des entreprises et des particuliers russes, y compris des oligarques et leurs mandataires, dans le cadre d'un traité bilatéral d'investissement (TBI) https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202501472